

Le gouvernement à fond dans le nucléaire avant l'élection présidentielle

Par les réacteurs SMR ou les nouveaux EPR, le nucléaire s'invite dans la campagne présidentielle. Si le gouvernement veut accélérer leur développement, des "retards, surcoûts et malfaçons" seraient attendus, selon des associations.



À six mois de la présidentielle, Emmanuel Macron semble déterminé à se poser en champion du nucléaire. Selon Europe 1¹, le président envisagerait de lancer en France des SMR (pour "Small Modular Reactor")², des réacteurs atomiques plus petits et compacts que ceux utilisés aujourd'hui³. L'objectif, selon la radio privée : "renforcer la filière" et "préparer les nouvelles centrales".

L'exécutif réfléchirait depuis six mois au développement de ces réacteurs nouvelle génération. En avril dernier, EDF avait présenté "Nuward" (pour "Nuclear Forward" ou "en avant le nucléaire"), un projet de petit réacteur de 170 mégawatts électriques (MWe) à eau pressurisée. Selon les informations d'Europe 1, le gouvernement aurait "mis la pression" à l'entreprise afin qu'elle accélère leur développement.

Grâce aux SMR, EDF et le gouvernement espèrent révolutionner la filière.

Reste un obstacle de taille : leur compétitivité économique est loin d'être acquise.

"Quand on fait le bilan des SMR en regardant quelles sont les réalisations, les durées de construction et les coûts, il est catastrophique", expliquait en mai dernier à Reporterre⁴ le consultant en énergie Mycle Schneider.

Présenter les SMR comme un outil de lutte contre le changement climatique, poursuivait-il, serait également une "arnaque intellectuelle" :

"Si les premiers prototypes de SMR voyaient le jour en 2030, cela signifierait qu'ils ne seraient pas produits en série avant 2040. On nous parle d'urgence climatique et on essaie de nous vendre des technologies qui ne seraient pas commercialisées avant 2040 !"

¹ <https://www.europe1.fr/economie/le-nucleaire-un-enjeu-majeur-dans-la-campagne-presidentielle-4069620>

² <https://reporterre.net/Le-petit-reacteur-atomique-SMR-fait-rever-les-nuclearistes>

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Petits_r%C3%A9acteurs_modulaires

⁴ <https://reporterre.net/Le-petit-reacteur-atomique-SMR-fait-rever-les-nuclearistes>

Les SMR n'existent pour le moment que sur le papier. Cette annonce du président traduit cependant la volonté de l'exécutif de renforcer coûte que coûte la filière. Le 1er octobre dernier, Agnès Pannier-Runacher, la ministre déléguée chargée de l'Industrie, déclarait que le gouvernement pourrait se prononcer plus tôt que prévu sur la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR. Jusqu'alors, l'exécutif s'était engagé à attendre la mise en service de celui de Flamanville⁵ avant de prendre la moindre décision. Ce choix pourrait finalement être fait avant la fin du chantier.

"Peut-être que nous prendrons [cette décision] un peu en avance, lorsque nous serons sûrs que l'EPR de Flamanville sera sur la bonne voie", a annoncé la ministre sur RMC et BFMTV.

Un sticker "Stop EPR !" à Champoléon (Hautes-Alpes). Flickr/CC BY 2.0/Jeanne Menjoulet

Des "boulets" aux pieds des générations futures

Dans un communiqué⁶, le Réseau Sortir du nucléaire a dénoncé la "fuite en avant" du gouvernement, qui chercherait à "sécuriser à tout prix la construction de nouveaux réacteurs" en dépit des nombreux problèmes accumulés à Flamanville. Dans un rapport⁷ publié en juillet 2020, la Cour des comptes avait qualifié ce chantier "d'échec opérationnel". La construction de ce réacteur de troisième génération accuse en effet un retard de dix ans. Les coûts de construction ont été multipliés par 3,3 et s'élèvent aujourd'hui à 12,4 milliards d'euros.



"Refuser de tirer les leçons de ce chantier catastrophique pour engager la France avec de nouveaux réacteurs qui connaîtront très probablement, à leur tour, retards, surcoûts et malfaçons, est absolument inacceptable", estime le Réseau Sortir du nucléaire. "Décider le lancement de ces nouveaux projets revient à mépriser la démocratie, la sûreté et les générations futures, qui devront porter le poids de ces nouveaux boulets à leurs pieds."

Selon Yves Marignac, consultant sur le nucléaire et la transition énergétique au sein de Négawatt, les récentes déclarations du gouvernement relèvent du "positionnement symbolique", dans un contexte où

"l'ensemble des forces conservatrices, de la droite à l'extrême droite, sont dans une surenchère pronucléaire et anti-renouvelables."

Le 1er octobre, la candidate Les Républicains (LR) Valérie Pécresse promettait ainsi de lancer six nouveaux EPR si elle était élue. Le lendemain, Éric Zemmour estimait dans une tribune publiée sur *Le Point* que "la souveraineté énergétique pass[ait] par un renouveau du nucléaire". Xavier Bertrand et Marine Le Pen se sont également prononcés au cours des derniers mois en faveur de l'atome.

"Si l'agenda réel était l'urgence climatique, ce n'est pas ça qui serait annoncé."

⁵ <https://reporterre.net/EPR-de-Flamanville-au-bout-du-chantier-le-fiasco>

⁶ <https://www.sortirdunucleaire.org/Construction-de-nouveaux-reacteurs-EPR-mepriant>

⁷ <https://reporterre.net/EPR-la-Cour-des-comptes-et-tille-la-filiere-nucleaire>

"On est dans l'affirmation d'une posture idéologique régaliennne", poursuit Yves Marignac. "Cela s'inscrit dans une représentation gaullienne de la France associant le nucléaire à la souveraineté et à la sécurité énergétique."

Le consultant déplore que ces déclarations soient déconnectées *"de toute réflexion concrète sur les conditions de mise en œuvre de ces projets"*. Le développement des SMR, explique-t-il, implique par exemple d'imaginer une stratégie d'implantation, de transport des combustibles et de gestion des déchets ad hoc. Aucun de ces obstacles n'a été véritablement pensé par le gouvernement, affirme-t-il.

Ces annonces sont également déconnectées, selon lui *"des priorités réelles"* que sont la sécurité énergétique et le réchauffement climatique.

"Si l'agenda réel était l'urgence climatique, ce n'est pas ça qui serait annoncé", regrette-t-il. Le gouvernement n'a par exemple engagé aucune réflexion sur la maîtrise de la demande en énergie, pourtant cruciale pour atténuer le dérèglement du climat. Pire : si ces projets venaient à se concrétiser, les ressources importantes qui leur seraient consacrées pourraient, selon le consultant, entraver le développement des énergies renouvelables et de politiques de sobriété, deux solutions pourtant "plus évidentes et nécessaires".

Yves Marignac s'attend à ce que cette dynamique se poursuive dans les prochains mois.

"Malheureusement, nous ne sommes qu'au début de l'instrumentalisation idéologique du nucléaire dans le déploiement de la campagne présidentielle."

Après cet article

► Enquête — [Nucléaire : Le petit réacteur atomique SMR fait rêver les nucléaristes](#)